

# Signes de qualité : prix du lait et rentabilité des exploitations

*Dominique DESBOIS*  
INRA - Département SAE2  
SCEES - Bureau du RICA

*Jacques NEFUSSI*  
AGRO PARIS TECH - UER  
Économie et gestion  
des entreprises

***Les prix moyens du lait payés aux producteurs, présents en 2000 et 2004, ont baissé que cette production soit principale ou non dans leur exploitation. Les facteurs explicatifs analysés, dans cette étude, retiennent la taille de l'entreprise agricole, la région et les signes de qualité.***

***La diversité des prix du lait payés aux producteurs augmente. Elle traduit des différences dans les choix productifs portant sur la qualité du lait (composition, conditions de production) et les débouchés. L'effet régional ou celui de la taille des exploitations sur la dispersion est moindre que celui correspondant à la qualité des produits laitiers pour la consommation grand public.***

***Dans les exploitations professionnelles spécialisées « bovins-lait », le revenu par hectolitre s'accroît entre 2000 et 2004, malgré la baisse des prix. La valorisation du lait est plus sensible à la présence des signes de qualité qu'à la taille de l'unité de production.***

***En terme de rentabilité du capital, les différentes filières présentent des performances qui se rapprochent. Les plus grandes exploitations ont une rentabilité supérieure aux autres en 2004 malgré un taux de marge plus faible. La rentabilité des exploitations produisant des laits destinés à la transformation en produits AOC rattrape la rentabilité des productions sans signe. Les exploitations engagées dans une production avec des signes professionnels de qualité présentent les rentabilités les plus élevées en 2004.***

Le prix du lait est un élément essentiel de régulation de la filière laitière. Il repose sur des règles de paiement définies entre les professionnels au sein du Centre national interprofessionnel de l'Économie laitière (CNIEL) prenant en compte plusieurs paramètres dont la composition du lait livré, ses caractéristiques sanitaires, son utilisation par l'industrie laitière. L'application de ces règles conduit à un prix effectivement payé à une exploitation laitière qu'on peut analyser à partir du RICA (encadré ci-dessous). Ce prix est un facteur très important du revenu des exploitations laitières. L'observation des prix du lait au stade agricole montre une très forte hétérogénéité des prix entre les exploitations. Nous analysons ici quelques éléments explicatifs de la différenciation des prix et leurs impacts sur la rentabilité. Ces facteurs étudiés sont : la région de production, l'orienta-

tion en matière de signes de qualité, la taille des exploitations. Lorsqu'il existe une différenciation des prix, par exemple dans le domaine des signes de qualité, cette analyse permet de quantifier les écarts de prix. La deuxième question qui est traitée dans cet article porte sur les liens entre la différenciation des prix et la rentabilité qu'elle génère : quelle rentabilité pour les exploitations engagées dans des stratégies de coûts ou des stratégies de différenciation ?

## Différenciation des prix

Afin de fournir une mesure des différences de valorisation, nous étudions les écarts de prix du lait au stade agricole, compte tenu de son aptitude à porter des signes de qualité, sur la période 2000-2004, grâce au rapprochement

### **Le RICA :**

*Le réseau d'information comptable agricole (RICA) recueille les données comptables des exploitations professionnelles afin de fournir une base empirique aux analyses microéconomiques sur la production agricole. Cette enquête par sondage est réalisée selon la méthode des quotas, auprès de l'ensemble des exploitations agricoles « professionnelles », concept impliquant que leurs produits ont vocation à être commercialisés. L'un des principaux objectifs d'étude microéconomique est d'évaluer les résultats économiques obtenus par les exploitants agricoles professionnels à partir de l'enregistrement des données comptables et financières et d'en analyser la dispersion à partir de différents indicateurs technico-économiques.*

### **L'exploitation professionnelle :**

*L'exploitation professionnelle agricole, outre les critères génériques utilisés pour définir l'exploitation agricole lors du Recensement agricole (RA), doit atteindre une dimension économique d'au moins 8 vaches laitières, soit 8 unités de dimension européenne (UDE), et utiliser l'équivalent du travail d'une personne occupée aux trois quarts de son temps annualisé, soit 0,75 unité de travail annuel (UTA).*

*Au dernier Recensement de l'Agriculture effectué en 2000 (RA 2000), référence pour la méthodologie de la présente étude, l'univers des exploitations professionnelles comportait 393 000 exploitations sur l'ensemble des 664 000 exploitations agricoles, représentant environ 60 % en nombre mais surtout plus de 95 % de la marge brute dégagée.*

### **L'univers des producteurs de lait de vache :**

*L'échantillon RICA en 2000 comportait environ 7 700 exploitations représentant les 393 000 exploitations professionnelles agricoles. Parmi les exploitations de l'échantillon RICA 2000, 2 340 exploitations produisent du lait de vache, représentant une population estimée à 116 500 producteurs en 2000, soit près de 30 % des exploitations professionnelles.*

*En 2000, parmi les producteurs de lait de vache, on estime à environ 69 750 le nombre de producteurs spécialisés (orientation technico-économique bovins lait, OTEX 41) réalisant plus des deux tiers de leur marge brute avec ce produit, soit près de 18 % des exploitations professionnelles.*

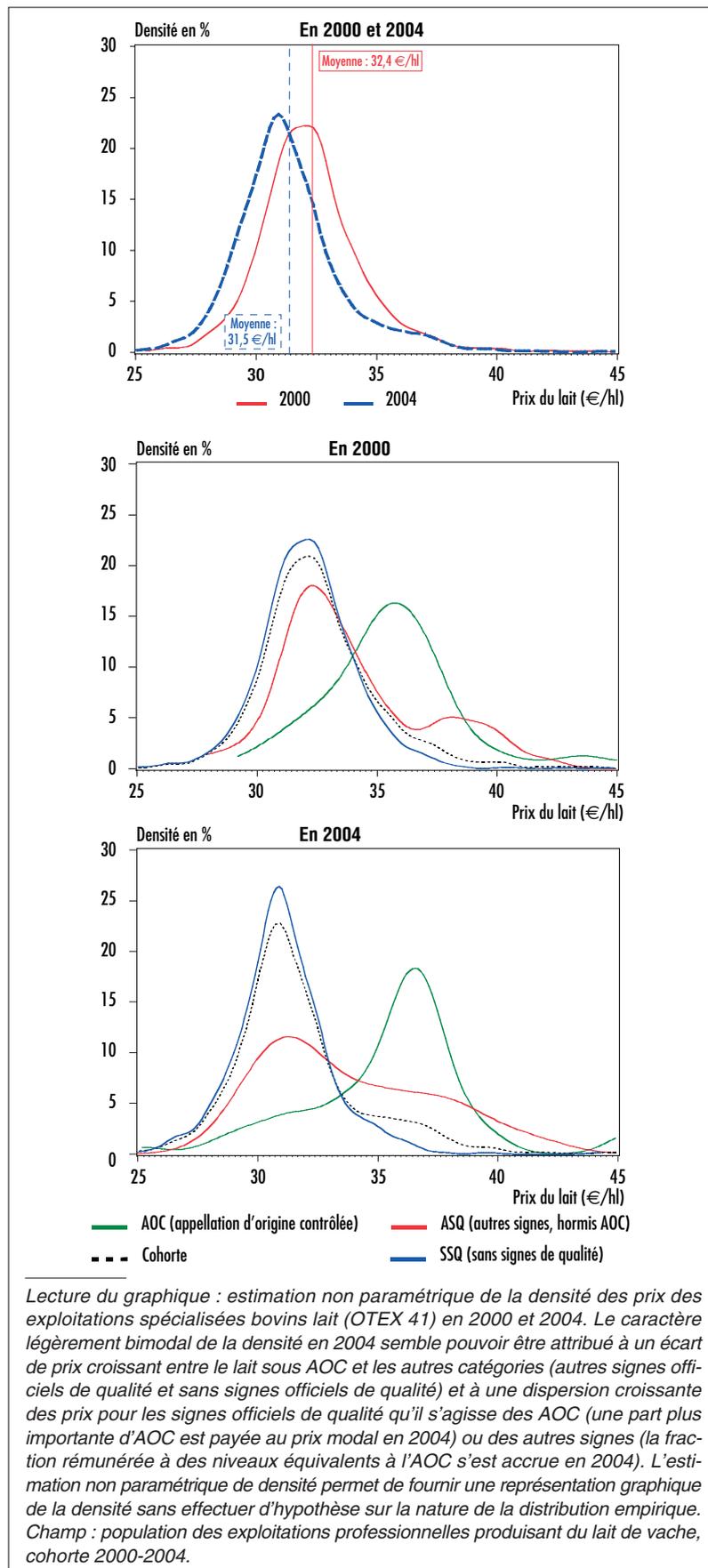
### **La cohorte 2000-2004 des exploitations laitières spécialisées :**

*Afin d'étudier l'influence des signes de qualité sur le prix du lait à la production et sur les résultats économiques des producteurs, nous avons réalisé un appariement entre deux sources statistiques complémentaires, d'une part, le Recensement de l'agriculture pour les informations sur les signes de qualité et, d'autre part, le RICA pour les résultats économiques. Sur la base de cet appariement, nous dénombrons 1 220 exploitations représentant en 2000 une population d'environ 70 000 producteurs de lait spécialisés ayant répondu aux questions sur les signes de qualité posées lors du RA. En 2004, la cohorte 2000-2004 d'exploitations pérennes spécialisées dans la production de lait de vache qui constitue la base empirique de cette étude ne comporte plus que 670 individus représentant une population d'environ 37 400 producteurs.*

*Le taux d'attrition (disparition des exploitations dans l'échantillon) sur la cohorte 2000-2004 des exploitations pérennes spécialisées (11 % annuel) est légèrement inférieur à celui de l'ensemble de l'échantillon RICA (13 % annuel).*

**Les prix à la production à partir du RICA :** *l'estimation des prix à la production fournie par le RICA est constituée par le rapport de la somme annuelle des ventes à la somme annuelle des quantités vendues pour des produits considérés comme homogènes. Il s'agit donc de prix moyens payés au producteur ; ils intègrent les éléments de rémunération (ristournes) de la qualité du produit versés au cours de l'exercice comptable.*

Graphique 1  
**Peut-on affirmer qu'il y a une résistance à la baisse des prix ?**



Source : RA - RICA 2000-2004

des sources statistiques constituées par le RA pour les signes et du RICA pour la valorisation du lait. L'année 2000, en tant qu'année du recensement, constitue la référence temporelle définissant la cohorte d'exploitations laitières porteuses de signes de qualité. L'année 2004, dernière année disponible pour le RICA au début de cette étude, constitue la première année de versement de l'aide directe laitière accordée pour soutenir le revenu des producteurs laitiers dans le contexte de la réforme de l'organisation commune de marché du lait prévue par les accords de Luxembourg en juin 2003 ; son montant en 2004 s'est établi à 11,81 € par tonne de quota de lait.

### Les différences régionales reflètent le processus de déprise laitière

Le mode conventionnel de fixation des prix du lait à la production à travers des accords interprofessionnels régionaux conclu sous l'égide des Centres régionaux interprofessionnels de l'économie laitière (CRIEL) invite à analyser les différences de prix selon ce facteur régional de structuration. En 2000, les écarts moyens de prix peuvent atteindre plus de 10 % entre les régions. Mais compte tenu de la dispersion globale des prix, ces différences ne paraissent pas significatives en général, excepté pour la région Rhône-Alpes. En 2000, les prix les plus élevés sont relevés en Rhône-Alpes (34,0 €/hl), Franche-Comté (33,8 €/hl) et Normandie, Haute (33,8 €/hl) et Basse (33,7 €/hl). Les prix les plus faibles sont observés en Aquitaine (30,3 €/hl), en région Centre (30,6 €/hl), et en Midi-Pyrénées (30,8 €/hl). Ces différences régionales reflètent assez bien le processus de déprise laitière observée dans certaines régions. Par ailleurs, ils correspondent à des conditions de production très différentes : la montagne et les grands bassins laitiers offrent des prix plus élevés que les régions peu orientées vers la production laitière. La Bretagne se situe dans une situation intermédiaire : 32,2 €/hl. Entre 2000 et 2004, les prix payés aux exploitations de la cohorte ont baissé d'environ 6 %. Les prix moyens observés sont passés de 32,3 €/hl à 30,3 €/hl. Cependant, le prix médian ne baisse que de 3 %. Il est légèrement inférieur au prix moyen en 2000 et supérieur au prix moyen en 2004, signe d'une déformation de la distribution : en 2004, les prix apparaissent plus dispersés. L'estimation non paramétrique de densité (graphique 1) confirme cette analyse pour les exploitations

spécialisées bovins lait (OTEX 41) montrant qu'un processus de différenciation des prix tend à s'opérer : on passe d'une distribution unimodale à une distribution très légèrement bimodale, permettant de conjecturer un mélange de deux populations. La dispersion des prix reste identique avec un écart interquartile de 2,5 €/hl, mais la résistance à cette baisse des prix des différentes régions est inégale.

En 2004, parmi les régions dont le lait est le mieux payé, on note une forte baisse des prix moyens en Haute-Normandie (- 1,4 €/hl). Rhône-Alpes et Auvergne suivent la tendance générale (- 1,0 €/hl). Seule, la Franche-Comté maintient sa position et devient leader.

Parmi les régions fournissant des laits moins bien valorisés, les baisses sont très fortes pour les régions suivantes : Champagne-Ardenne et Nord - Pas-de-Calais (- 1,6 €/hl) et

Bretagne (- 1,2 €/hl). Centre et Aquitaine présentent les baisses les plus faibles.

Si un certain nombre de facteurs zootechniques, intervenant explicitement dans la fixation du prix du lait à la production (via les critères organoleptiques tel que le taux de matière grasse ou le taux de matière protéique), peuvent être à l'origine des différences régionales constatées, d'autres facteurs explicatifs doivent être mobilisés pour analyser les évolutions : les stratégies régionales en matière de signe de qualité qui permettent de mieux valoriser la production agricole et la taille des entreprises.

### Résistance des signes de qualité « grand public » à la baisse des prix

Les exploitations produisant des laits susceptibles d'être transformés en produits laitiers sous signe de qualité sont comparées aux exploitations produisant des laits ne permettant pas d'obtenir des signes de qualité au stade de la transformation. Trois catégories de signes ont été retenues, compte tenu des effectifs : les Appellations d'origine contrôlée (AOC), les Certifications de conformité de produits (CCP), et les Autres signes de qualité avec cahier des charges (Chartes de bonnes pratiques, etc.). Le signe Agriculture biologique (AB) ne peut être pris en compte dans cette étude en raison de la faiblesse des effectifs disponibles (6 exploitations laitières présentes dans la cohorte 2000-2004).

Certains signes sont bien connus du public : les Appellations d'origine contrôlée (AOC), le Label Rouge. Ils permettent une différenciation des produits laitiers (lait de consommation, beurre, crème, fromage) au stade de la consommation. D'autres signes attestent de cahiers des charges spécifiques et apportent des garanties sur les processus de production : les Certifications de conformité de produits (CCP) et les Autres signes de qualité avec cahier des charges. Ils sont peu connus des consommateurs et concernent les relations interentreprises dans la filière laitière, essentiellement la production laitière et l'industrie laitière. Nous les désignerons par la suite comme des signes de qualité professionnels. En 2000, les signes qui permettent d'obtenir les prix les plus élevés sont les signes connus du public : les AOC (35,3 €/hl) et le Label Rouge (35,1 €/hl). Ces signes, connus des consommateurs, génèrent des plus values bien supérieures aux signes professionnels :

Tableau 1

#### Toutes les régions, à l'exception de la Franche-Comté, enregistrent des baisses de prix

Moyennes régionales des prix du lait (€/hl) livré par les producteurs de lait

	2000	2004	2004-2000	Test
Rhône-Alpes	34,40	33,34	↘	**
Alsace	34,23	33,56	↘	**
Haute-Normandie	33,79	32,36	↘	****
Franche-Comté	33,72	33,75	↔	n. s.
Basse-Normandie	33,70	32,94	↘	***
Lorraine	32,36	31,95	↘	n. s.
Pays de la Loire	32,25	31,48	↘	***
Bretagne	32,18	30,96	↘	****
Champagne-Ardenne	32,13	30,52	↘	**
Bourgogne	32,06	31,59	↘	n. s.
Nord - Pas-de-Calais	31,70	30,12	↘	n. s.
Picardie	31,61	30,83	↘	n. s.
Poitou-Charentes	31,50	30,87	↘	n. s.
Auvergne	31,16	30,08	↘	**
Midi-Pyrénées	31,08	30,52	↘	**
Limousin	30,76	30,05	↘	n. s.
Centre	30,55	30,37	↘	n. s.
Aquitaine	30,55	30,16	↘	n. s.
Prix moyen	32,39	31,50	↘	****
Prix médian <sup>1</sup>	32,10	31,10	↘	****

Champ : exploitations professionnelles produisant du lait de vache, cohorte 2000-2004.

1. Le prix médian est calculé de telle sorte que la moitié des observations lui sont inférieures et l'autre moitié lui sont supérieures.

Lecture du tableau : les résultats au test de significativité sont basés sur le test *t* de Student pour échantillon apparié sur les moyennes des différentiels de prix par exploitation, confirmé par le test non paramétrique du *w* signé de Wilcoxon ; le calcul du risque retenu est celui du test *t* apparié (le moins sensible) ; l'hypothèse nulle H0 testée est la nullité de la moyenne des différences individuelles entre 2004 et 2000 ; \* signale un risque de première espèce (rejeter à tort l'hypothèse H0) inférieur à 10 pour cent ; \*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour cent ; \*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour mille ; \*\*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour dix mille ; les tendances marquées en bleu (↘) sont donc significativement différentes de 0 ; n. s. signale des différences non significatives.

Source : RA - RICA 2000-2004

certifications de conformité (32,0 €/hl) et les autres signes de qualité (32,2 €/hl). S'il existe une différence significative entre les signes connus du public et les signes professionnels ou l'absence de signes, la différence n'apparaît pas significative entre les signes professionnels et l'absence de signes (31,9 €/hl). En 2004, la différence de valorisation entre les laits porteurs de signes et ceux qui n'en ont pas se renforce : les laits « sans signes de qualité » restent au même prix, alors que les laits porteurs d'AOC gagnent 43 centimes/hl et ceux sous label 1,55 €/hl. Par contre, les laits porteurs de signes professionnels ont des prix qui baissent de 47 centimes/hl (Certificat de conformité) à 89 centimes/hl pour les Autres signes de qualité. Les résultats de l'analyse de la variance montre que seuls les signes grand public présentent une évolution des prix 2004-2000 en hausse significativement différente de celle en baisse du groupe témoin constitué par les « sans signes de qualité ».

Cette analyse globale des prix selon les signes de qualité doit être croisée avec la dimension régionale. En effet, un signe de qualité ne suffit pas à créer de la différenciation, il faut encore qu'il soit connu des clients et qu'il soit porteur de « bénéfices » spécifiques pour le client. La distribution des signes n'est pas indépendante du facteur régional. Il convient donc de tester l'effet du signe conditionnellement à la région.

Sur la cohorte 2000-2004, on peut observer la diversité des variations de prix des laits qui portent un signe de qualité en fonction des régions, notamment dans le cas des AOC. Pour chaque exploitation, la différence de prix entre 2004 et 2000 est calculée, la moyenne des différences par région permet de régionaliser l'« effet signe ».

Le tableau des écarts de prix en fonction des signes de qualité (AOC) et des régions montre qu'une AOC permet de ralentir la baisse du

Tableau 2

**Selon le signe de qualité, les évolutions de prix sont-elles significatives ?**

Prix médians<sup>1</sup> du lait livré selon le signe de qualité

	2000	2004	2000- 2004	Test du différentiel de prix 2004-2000
<b>Grand public</b> Appellation d'origine contrôlée	<b>35,27</b>	<b>35,70</b>	↗	***
<b>Grand public</b> Label	<b>35,13</b>	<b>36,68</b>	↗	**
<b>Professionnel</b> Certification de conformité	32,01	31,54	↘	n. s.
<b>Professionnel</b> Autres signes de qualité	32,22	<b>31,33</b>	↘	n. s.
Sans signes de qualité	31,95	30,95	↘	témoin
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>32,10</i>	<i>31,10</i>	↘	****

Champ : exploitations professionnelles produisant du lait de vache, cohorte 2000-2004.

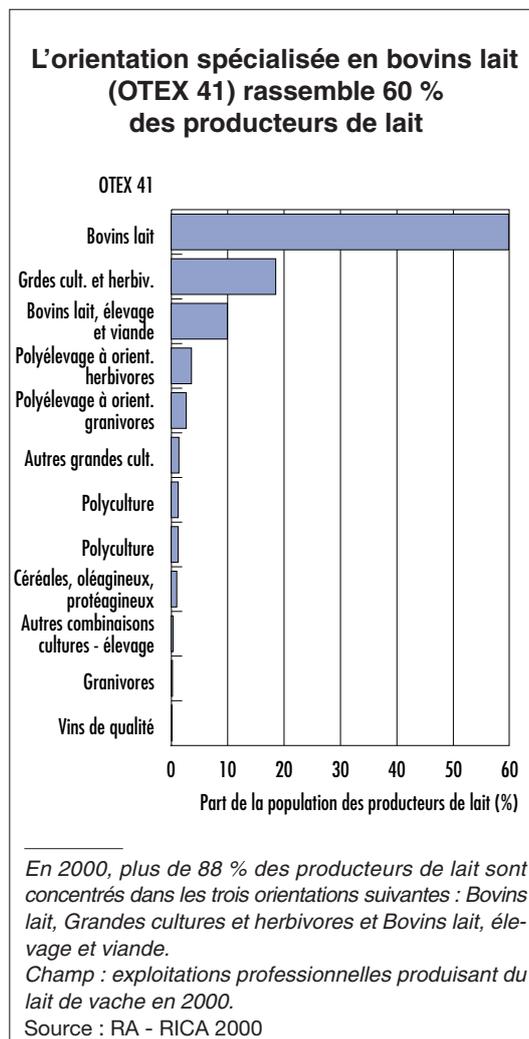
1. le prix médian est calculé de telle sorte que la moitié des observations lui sont inférieures et l'autre moitié lui sont supérieures.

Lecture du tableau : les résultats au test de significativité du différentiel de prix 2004-2000 sont basés sur une analyse de la variance selon le critère des signes de qualité. L'hypothèse nulle H0 testée est l'égalité entre la moyenne du différentiel de prix 2004-2000 (- 1,07 €) du groupe témoin (Sans signes de qualité) et celle de chacun des signes de qualité ; \* signale un risque de première espèce inférieur à 10 pour cent ; \*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour cent ; \*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 1 pour cent ; \*\*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 0,1 pour cent ; les tendances marquées en bleu (↗) sont donc significativement différentes de 0 ; n. s. indique que les différences ne sont pas significatives.

Les estimations affichées en gras sont significativement différentes du groupe témoin (Sans signes de qualité).

Source : RA - RICA 2000-2004

Encadré 2



prix du lait. La baisse est de 1,69 €/hl sur notre cohorte d'exploitations spécialisées entre 2000 et 2004 pour des laits sans signes de qualité. Cette baisse du prix du lait est significative, contrairement à la hausse de 0,10 €/hl pour les laits porteurs d'une AOC. Cette différence de comportement attribuable à « l'effet AOC » est logique : pour des laits standard, la régulation du marché s'impose aux

régions ; pour des laits qui cherchent à se différencier, la réussite dépend des stratégies mises en œuvre, notamment au niveau régional.

Ainsi, note-t-on au niveau des régions la capacité de la Franche-Comté à augmenter de manière significative le prix du lait de 0,52 €/hl grâce aux fromages de la région, notamment le Comté. En revanche, la Normandie ne parvient pas à obtenir de hausse significative : les baisses de 0,70 €/hl en Basse-Normandie et de 3,55 €/hl en Haute-Normandie ne sont pas statistiquement significatives. Ces moyennes peuvent dissimuler des disparités individuelles. Il en est de même pour la région Rhône-Alpes dont le prix baisse de 0,88 €/hl entre 2004 et 2000.

L'analyse statistique<sup>1</sup> permet de préciser le sens de ces évolutions. Le test d'évolution des prix mené régionalement (tableau 1) conclut à une différence 2004-2000 positive mais non significativement différente de zéro pour la France-Comté, à l'inverse de toutes les autres régions, qui enregistrent une baisse qu'elle soit jugée statistiquement significative ou non. L'analyse menée conditionnellement aux régions pour le signe AOC (tableau 3) conduit à un différentiel de prix 2004-2000 jugé non significativement différent de zéro pour la plupart des grandes régions productrices de lait sous AOC, à l'exception de la Franche-Comté où le différentiel est jugé significativement positif. Ainsi, la prise en compte du signe de qualité conditionnellement au facteur régional permet de préciser les analyses d'évolution menées soit selon le seul critère régional (tableau 1) en tant que facteur de structure, soit selon le seul critère des signes de qualité (tableau 2), en tant que facteur d'intérêt.

Ces résultats invitent donc à ne pas se contenter d'une moyenne régionale pour le prix du lait à la production, compte tenu des possibilités de différenciation offertes par les signes de qualité. Ils conduisent également à s'interroger sur la pertinence d'un agrégat au niveau national pour les AOC de produits laitiers compte tenu de la diversité des performances régionales. Ils confirment a posteriori le bien fondé de l'approche consistant à contrôler l'effet du signe de qualité par les facteurs de structure pouvant lui être liés.

1. Nous présentons les prix médians, qui ont l'avantage d'être plus robustes aux fluctuations d'échantillonnage que les prix moyens. De même, nous contrôlons les résultats de l'analyse de la variance par un test non paramétrique de Kruskal-Wallis comme nous vérifions les résultats du test t de Student sur les moyennes par ceux du test non paramétrique du w signé de Wilcoxon sur les médianes.

Tableau 3

### Le signe AOC permet à la Franche-Comté de résister à la baisse des prix

Moyenne régionale des différentiels de prix (€/hl) par exploitation entre 2004 et 2000

Régions	AOC		Sans signes	
	Différentiel 2004 - 2000	Test	Différentiel 2004 - 2000	Test
Haute-Normandie	- 3,55	n. s.	- <b>1,28</b>	****
Basse-Normandie	- 0,72	n. s.	- <b>2,08</b>	***
Alsace	+ 4,99	n. d.	- <b>2,57</b>	**
Franche-Comté	+ <b>0,52</b>	**	- <b>0,63</b>	**
Midi-Pyrénées	+ 6,67	n. d.	- <b>3,36</b>	*
Rhône-Alpes	- 0,88	n. s.	- <b>1,47</b>	*
Auvergne	- 8,97	n. s.	- <b>1,61</b>	**
<i>Cohorte 2000-2004</i>	+ 0,10	n. s.	- <b>1,69</b>	****

Champ : exploitations professionnelles produisant du lait de vache, cohorte 2000-2004.

Lecture du tableau : les résultats au test de significativité sont basés sur le test t de Student pour échantillon apparié sur les moyennes, avec confirmation par le test non paramétrique du w signé de Wilcoxon ; le calcul du risque retenu est celui du test t apparié (le moins sensible) ; l'hypothèse H0 testée est la nullité de la moyenne des différences individuelles entre 2004 et 2000 ; \* signale un risque de première espèce (rejeter à tort l'hypothèse H0) inférieur à 10 pour cent ; \*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour cent ; \*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour mille ; \*\*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour dix mille ; les estimations en gras du différentiel sont donc significativement différentes de 0 ; n. s. indique que les différences ne sont pas significatives ; n. d. indique que le test n'est pas réalisable.

Source : RA - RICA 2000-2004

Tableau 4

### La dimension économique influe-t-elle sur le prix perçu ?

Prix moyen du lait livré (€/hl) selon la dimension économique de l'exploitation<sup>1</sup>

	2000	test	2004	Test	2000-2004
CDEX 6 et 7 de 8 à moins de 40 EVL	32,21	n. s.	31,32	n. s.	↘
CDEX 8 de 40 à moins de 100 EVL	32,41	n. s.	31,60	n. s.	↘
CDEX 9 et 10 100 EVL et plus	32,46	témoin	31,43	témoin	↘
<i>Cohorte 2000-2004</i>	32,39		31,50		↘

1. La dimension économique est mesurée en équivalent vaches laitières - EVL voir annexe.

Champ : exploitations professionnelles produisant du lait de vache, cohorte 2000-2004.

Source : RA - RICA 2000-2004

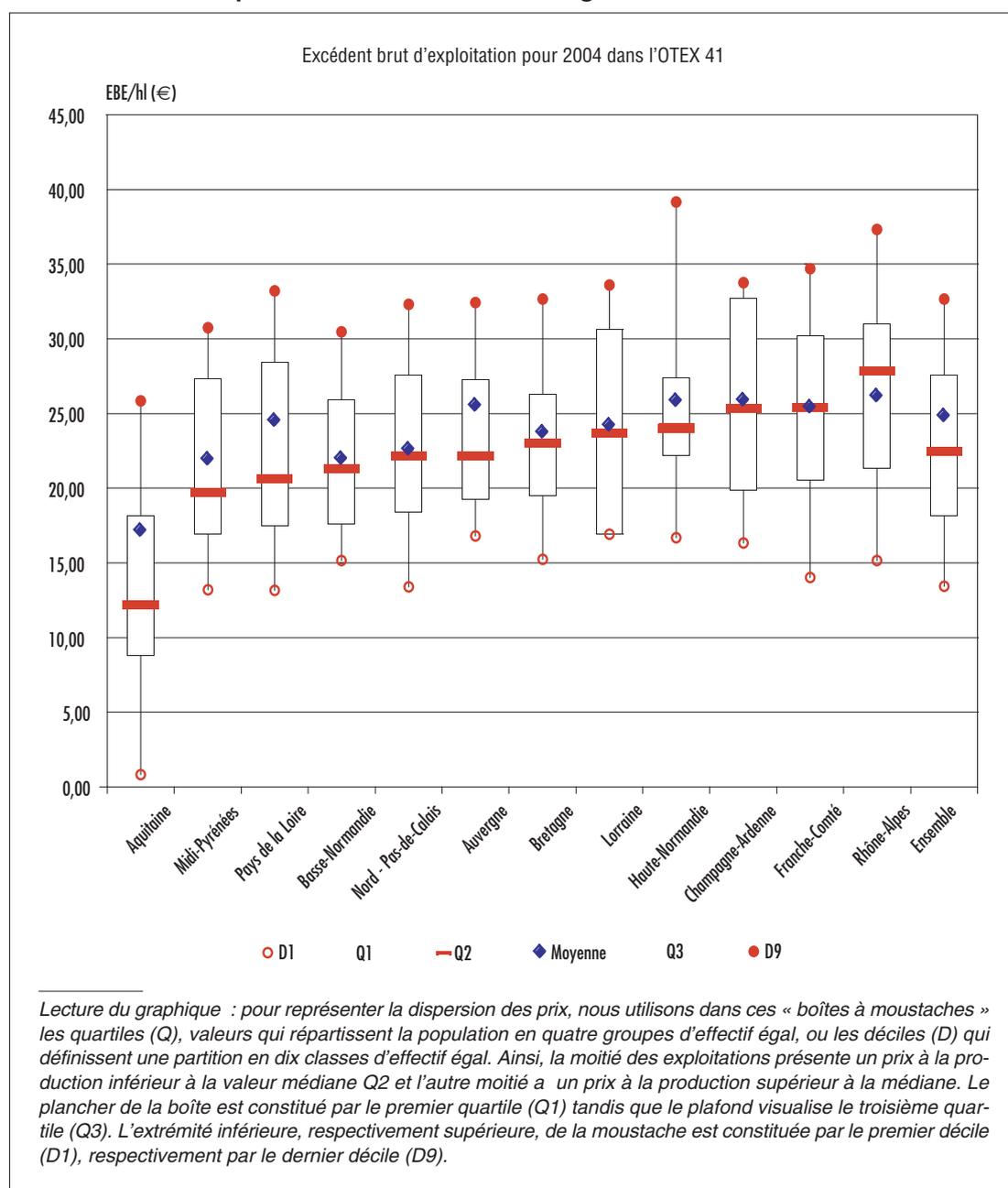
## La dimension économique des exploitations n'a pas d'impact sur la différenciation des prix

Si nous observons des différences de prix significatives au niveau régional et en fonction des signes de qualité, il n'apparaît aucune différence significative de prix entre les tailles d'exploitations en 2000 comme en 2004. Cependant, si les prix sont légèrement croissants avec la taille en 2000, cette hiérarchie disparaît en 2004.

## La performance des exploitations laitières à l'aune de l'excédent brut d'exploitation

Solde intermédiaire de gestion, l'excédent brut d'exploitation (EBE) inclut la valeur ajoutée produite augmentée des subventions d'exploitation, des indemnités d'assurance et des remboursements forfaitaires de TVA desquels on soustrait les impôts et taxes ainsi que les charges de personnel. Il s'agit donc de la part de valeur ajoutée qui rémunère le capital et le

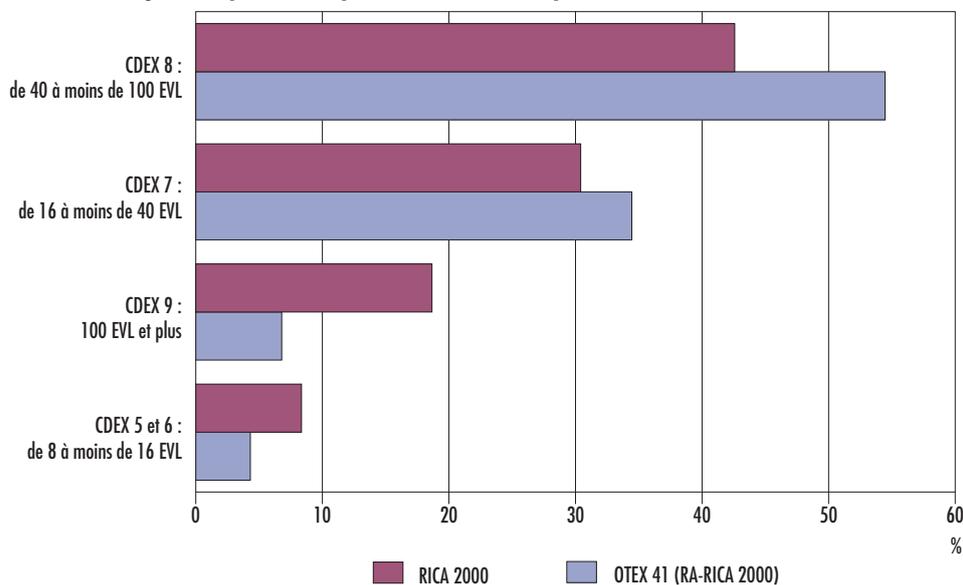
Graphique 2  
Des échelles de dispersion variables selon les régions



Champ : exploitations professionnelles spécialisées en bovins lait, cohorte 2000-2004.  
Source : RA - RICA 2000-2004

Encadré 3

**Forte prédominance des exploitations de dimension économique moyenne pour les professionnels spécialisés en bovins lait**

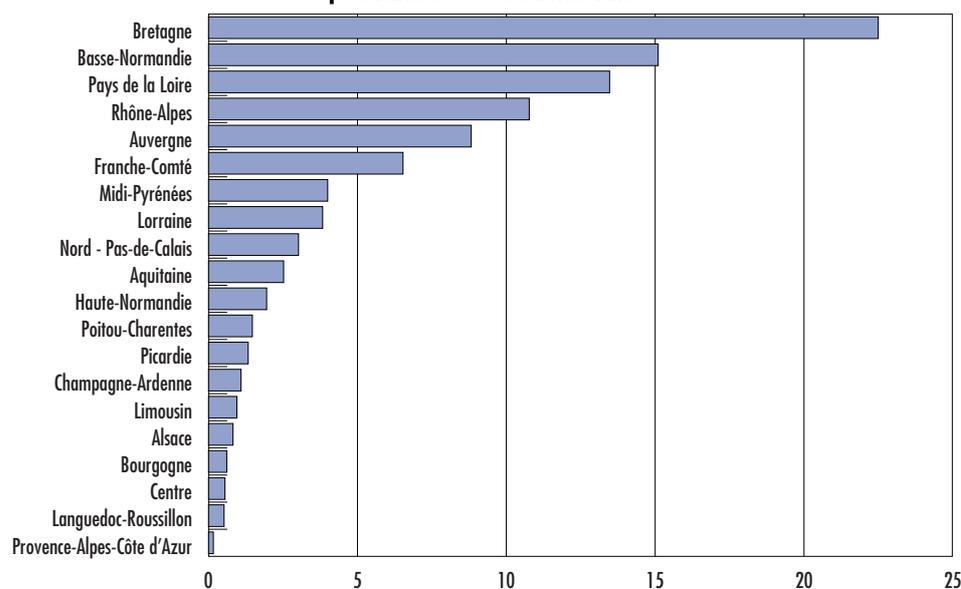


La dimension économique des exploitations professionnelles spécialisées en bovins lait est exprimée en équivalent vache laitière (EVL), unité de dimension économique correspondant à 1 200 € de marge brute. La composition en classe de dimension économique (CDEX) révèle une sur-représentation des catégories médianes (CDEX 7 et 8) et une sous-représentation des catégories extrêmes (CDEX 5, 6 et CDEX 9) dans cette orientation spécialisée « bovins lait ».

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait en 2000.

Source : RA - RICA 2000

**Répartition régionale des exploitations professionnelles spécialisées « bovins lait »**



Les exploitations de l'OTEX 41 se concentrent pour l'essentiel (77 %) dans six régions : Auvergne, Basse-Normandie, Bretagne, Franche-Comté, Pays de la Loire, Rhône-Alpes.

En 2000, l'ensemble de ces six régions représentait 62 % des 226 millions d'hectolitres de lait collectés en France, d'après l'enquête annuelle laitière.

Champ : exploitations professionnelles spécialisées en 2000.

Source : RA - RICA 2000

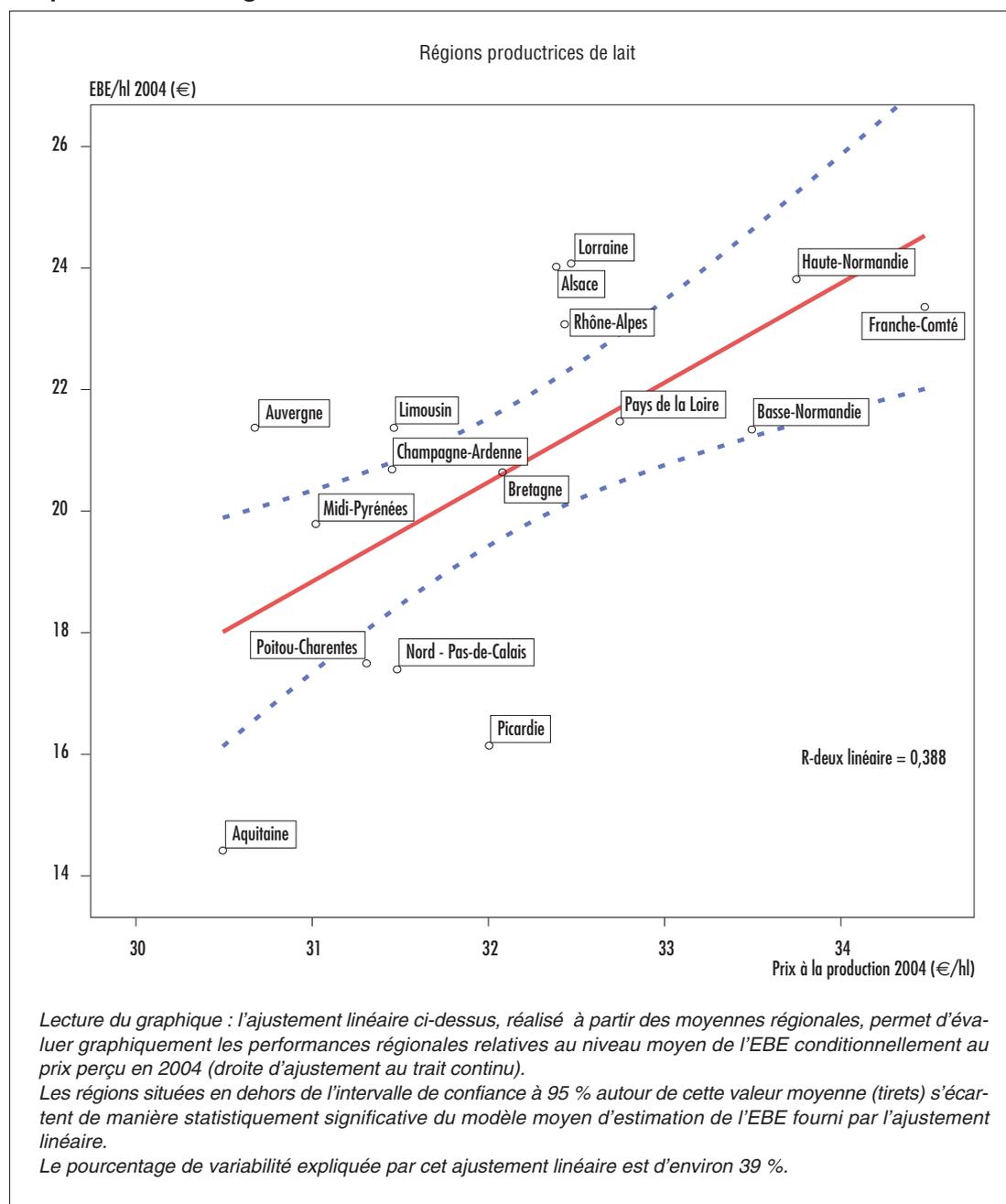
travail non salarié. Mesurant les ressources financières engendrées par l'activité courante de l'exploitation agricole au cours d'un exercice, il constitue l'indicateur le plus pertinent pour mesurer la performance de l'exploitation agricole indépendamment des décisions prises en matière de financement ou de distribution de résultats. Pour les exploitations produisant du lait, l'EBE ramené à l'hectolitre de lait produit (EBE/hl) mesure donc globalement la performance économique du pro-

ducteur de lait spécialisé, traduisant le niveau de maîtrise technique et commerciale qu'il a atteint dans la gestion de sa production.

Le revenu par hectolitre de lait produit peut être analysé suivant deux ratios : EBE/hl et résultat courant avant impôts (RCAI/hl). La principale différence entre ces deux mesures provient des dotations aux amortissements et des charges ou produits financiers. L'orientation de l'exploitation en matière de signe de qualité et les conditions agronomiques ont

Graphique 3

**L'excédent brut mis en relation avec les prix permet d'apprécier les performances régionales de valorisation**



Champ : exploitations professionnelles spécialisées en bovins lait, cohorte 2000-2004.  
Source : RA - RICA 2000-2004

une incidence sur les coûts, notamment sur les amortissements. La corrélation entre ces deux indicateurs étant très fortement positive (+ 0,94), nous ne présentons que des analyses fondées sur l'EBE.

### Le facteur régional a-t-il une influence significative ?

Pour les différentes régions, les valeurs centrales de l'EBE par hl se situent entre 20 et 25 €/hl (graphique 2). Ces différences, très importantes sur un plan économique, ne peuvent être considérées comme statistiquement significatives compte tenu des échelles de dispersion individuelle interne aux régions : la variabilité due aux différences inter-régionales ne représente que 3 % de la variabilité totale. En effet, bien d'autres facteurs sont susceptibles d'influer sur l'EBE parmi lesquels on peut citer le coût des facteurs de production, en particulier le coût de l'alimentation du bétail, et le montant perçu des soutiens à la production. Deux régions se distinguent : la région Rhône-Alpes possède un EBE/hl médian significativement supérieur à celui de notre échantillon ; à l'inverse, la région Aquitaine présente un EBE/hl médian qui apparaît significativement inférieur aux autres régions. La dispersion des prix en Bretagne est faible comparée aux régions Lorraine ou Champagne-Ardenne.

Pour les exploitations spécialisées en bovins lait, les régions qui vendent leur lait le plus cher sont aussi celles qui en tirent les meilleurs résultats économiques : ainsi, la Haute Normandie et la Franche-Comté obtenant les prix les plus élevés, figurent parmi les régions ayant la meilleure valorisation du lait en 2000. Mais la Lorraine, l'Alsace et Rhône-Alpes avec des prix significativement inférieurs, obtiennent des niveaux de valorisation comparables en termes d'EBE/hl tandis que la Basse-Normandie présente des performances inférieures en termes d'EBE/hl.

Parmi les régions mal placées en termes de prix, Auvergne et Limousin se situent au-dessus de la droite de régression, en dehors de l'intervalle de confiance à 95 % pour la valeur moyenne, ce qui indique une performance économique significativement supérieure aux régions percevant un prix comparable, respectivement Champagne-Ardenne et Midi-Pyrénées. À l'inverse, Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes et Aquitaine réalisent des performances significativement plus médiocres que ne le prévoit le modèle linéaire d'ajustement de l'excédent brut d'exploitation au prix à la production, c'est-à-dire aux régions de prix comparable, respectivement Bretagne, Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées et Auvergne.

Si les prix ont baissé au cours de la période 2000-2004, les indicateurs de revenus ont augmenté : l'EBE/hl a augmenté de 6 % en France, et le RCAI de 11 %. Ces hausses de revenus intègrent les nouvelles aides directes et améliorent le revenu malgré la chute des prix. Les augmentations du revenu sont inégalement réparties entre les régions. Ainsi, les régions ayant la meilleure valorisation ne progressent pas de manière identique : la région Rhône-Alpes progresse de 21 %, la Franche-Comté gagne 9 %, la Haute Normandie reste stable. Il n'y a pas non plus de tendance comparable pour les régions les moins bien placées : l'EBE/hl de l'Aquitaine perd 16 %, alors que le Nord - Pas-de-Calais progresse de 27 %.

Tableau 5  
**Le label offre la meilleure progression en termes d'excédent brut**  
Valeurs médianes de l'EBE/hl en € selon les signes de qualité

	2000	Test t	2004	Test t
<b>Grand public</b> Appellation d'origine contrôlée	<b>23,48</b>	**	25,12	n. s.
<b>Grand public</b> Label	<b>24,71</b>	*	<b>29,23</b>	***
<b>Professionnel</b> Certification de conformité	21,29	n. s.	20,27	n. s.
<b>Professionnel</b> Autres signes de qualité	21,59	n. s.	20,95	n. s.
Sans signes de qualité	21,03	témoin	22,09	témoin
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>21,43</i>		<i>22,53</i>	

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait, cohorte 2000-2004.

Lecture du tableau : les résultats au test de significativité sont basés sur le test t de Student ; l'hypothèse nulle H0 testée est la nullité de l'écart de la moyenne du signe considéré à celle du groupe témoin (Sans signes de qualité) ; \*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour cent ; \*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour mille ; \*\*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour dix mille ; n. s. indique que les différences avec le groupe témoin (Sans signes de qualité) ne sont pas significatives.

Source : RA - RICA 2000-2004

### Les signes grand public apparaissent comme les plus rémunérateurs

En 2000, les écarts d'excédent brut sont significatifs entre les catégories de signes de qualité : les signes connus des consommateurs génèrent des revenus supérieurs à ceux des signes professionnels et à ceux de l'absence de signes de qualité.

2. Pour autant, il serait hâtif d'en déduire une absence d'économie d'échelles : en effet, pour répondre à une telle question, il conviendrait d'étudier les courbes de coûts de production du lait et, en présence d'une éventuelle décroissance du coût moyen selon la dimension économique, de pouvoir vérifier si la nature de cette décroissance ne traduirait pas simplement l'impossibilité pour les exploitations de petite dimension économique d'atteindre leur optimum productif plutôt que le constat de réelles économies d'échelle (sur la méthodologie, voir Butault, J.-P., Carles R., Hassan D., Reignier E. « L'agriculture dans la CEE. Tome 3 : coûts de production », Les collections de l'Insee, E112, 1988, 141 p.).

Les AOC apportent des écarts significatifs au niveau des revenus par rapport à l'absence de signe ou même aux signes professionnels : les AOC apportent 2,3 €/hl supplémentaires. Les signes professionnels ne permettent pas de générer des différences significatives par rapport à l'absence de signe. Entre 2000 et 2004, les exploitations de la cohorte disposant d'AOC ont un EBE/hl en progression. Au contraire, la situation se détériore pour les exploitations produisant avec des signes professionnels : l'EBE /hl chute à un niveau inférieur à celui des exploitations ne possédant pas de signes de qualité. Cette évolution est la sanction de l'évolution des prix relatifs pendant cette période. Pour les exploitations produisant du lait sans signes de qualité, la progression de l'EBE/hl traduit soit un effet de structure - les exploitations ayant les EBE les plus élevés seraient les plus aptes à survivre, soit une stratégie de réduction des coûts - des réductions de charges plus importantes auraient été réalisées pour ces exploitations.

### Pas d'écart de revenu suivant les tailles d'exploitations

Si les tailles d'exploitation n'ont pas d'impact sur les prix du lait livré, il n'apparaît pas non plus de différences significatives entre les tailles d'explo-

tation pour l'EBE/hl<sup>2</sup>. On peut cependant remarquer que la classe de dimension économique la plus faible présente une valorisation du lait inférieure aux classes de dimension supérieure. En 2004 comme en 2000, les exploitations les plus grandes ont une valorisation supérieure à celles des deux autres classes. Notons également que toutes les classes ont un EBE/hl en progression sur la période de référence.

### Les composantes de la rentabilité : taux de marge et rotation du capital

Deux ratios peuvent être combinés pour rendre compte de la rentabilité du capital : le taux de marge et la rotation du capital. Le taux de marge (EBE/chiffre d'affaires) mesure la part de valeur ajoutée conservée par les entreprises après versement des coûts salariaux et des impôts liés à la production. La rentabilité du capital (EBE/actif immobilisé) rapporte de façon pertinente cette fraction aux actifs immobilisés. Le taux de marge donne une bonne indication du positionnement de l'entreprise en matière de coût et de valorisation du lait. La rentabilité du capital prend en compte ces éléments et la rotation du capital (CA/actif immobilisé). En effet, la rentabilité du capital s'exprime comme le produit du taux de marge (EBE/CA) par la rotation du capital (CA/actif immobilisé). Ainsi, deux exploitations ayant des taux de marge identiques peuvent avoir des rentabilités différentes. Il suffit que l'une d'entre elles ait une rotation du capital (CA/actif immobilisé) plus élevée, par exemple, ait un chiffre d'affaires plus élevé que sa concurrente à niveau de capital équivalent.

C'est pourquoi, malgré un taux de marge plus faible, une grande exploitation laitière sans signe de qualité peut obtenir une meilleure rentabilité de son capital comparativement à une exploitation de faible taille produisant des laits pour une AOC. Inversement, quand bien même une région serait très engagée dans des signes de qualité lui permettant d'obtenir des prix et des taux de marge élevés, si elle réunit des exploitations spécialisées produisant relativement peu de lait au regard du capital immobilisé, alors cette région risque d'avoir une faible rentabilité du capital.

### Positionnement des régions en termes de marge et de rentabilité

Excepté l'Auvergne, qui a le taux de marge le plus élevé (55 %) en 2000 malgré des prix bas,

Tableau 6  
**L'excédent brut par hl de lait progresse pour toutes les tailles d'exploitation**

Valeurs médianes de l'EBE/hl en € selon la dimension économique de l'exploitation<sup>1</sup>

	2000	Test t	2004	Test t
CDEX 6 & 7 de 8 à moins de 40 EVL	21,14	n. s.	22,16	n. s.
CDEX 8 de 40 à moins de 100 EVL	21,48	n. s.	22,50	n. s.
CDEX 9 & 10 100 EVL et plus	22,50	témoin	23,64	témoin
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>21,43</i>		<i>22,53</i>	

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait, cohorte 2000-2004.

1. La dimension économique est mesurée en équivalent vaches laitières - EVL voir annexe.

Lecture du tableau : les résultats au test de significativité sont basés sur le test t de Student ; l'hypothèse nulle H0 testée est la nullité de l'écart de la moyenne du signe considéré à celle du groupe témoin (Sans signes de qualité) ; \*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour cent ; \*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour mille ; \*\*\*\* signale un risque de première espèce inférieur à 5 pour dix mille ; n. s. indique que les différences avec le groupe témoin (Sans signes de qualité) ne sont pas significatives.

Source : RA - RICA 2000-2004

3. Il s'agit de la procédure de segmentation Two-Step du logiciel SPSS. Cette procédure en deux étapes est basée sur une méthodologie de constructions d'arbres de segmentation fournissant le nombre *k* de classes de la partition sélectionnée maximisant le critère de la log-vraisemblance.

le classement des régions par rapport à la marge diffère peu de celui réalisé par rapport aux prix. Après l'Auvergne, les taux de marge les plus élevés sont observés en Franche-Comté (53 %), Lorraine (52 %), Alsace et Rhône-Alpes (51 %). De même, les régions dont les prix sont les plus faibles sont aussi les régions qui présentent les plus faibles taux de marge. Ainsi le taux de marge semble assez lié à la capacité de valoriser le lait, notamment grâce à des signes de qualité.

La prise en compte de la rotation du capital introduit un nouvel élément dans l'analyse de la rentabilité et modifie le classement établi sur la base du taux de marge en 2000 : les rentabilités du capital les plus élevées se trouvent en Lorraine (33 %), en Picardie (30 %) et dans les Pays de la Loire (29 %). La région Rhône-Alpes (22 %), l'Auvergne (23 %), et la Franche-Comté (26 %) où les conditions de productions sont moins favorables (présence de zones de piémont, de montagne voire de haute montagne) obtiennent des taux de rentabilité inférieurs à ceux de la Bretagne (28 %). Les différences de rentabilité en Normandie sont importantes pour des taux de marge comparables.

Pour chacune des classes de rentabilité constituées en 2000 et en 2004 au moyen d'une procédure de segmentation basée sur

le maximum de vraisemblance<sup>3</sup>, nous pouvons identifier différentes situations correspondant à ces taux relativement homogènes de rentabilité du capital. Ainsi, en 2000, parmi la première classe de rentabilité affichant des taux médians voisins de 20 %, le Nord - Pas-de-Calais se distingue avec le taux de marge le plus faible compensé par un taux de rotation du capital des plus élevés. À l'inverse, compte tenu des conditions de production en régions de montagne ou de piémont, la rotation du capital des exploitations en Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Franche-Comté, et Auvergne est inférieure à celle des exploitations des zones moins défavorisées comme la Bretagne, les Pays de la Loire ou la Haute-Normandie. Ainsi, avec des taux de marge bien plus faibles, ces régions de l'Ouest atteignent un taux médian de rentabilité du capital qui les situent dans la même classe de rentabilité (taux voisin de 30 %) que la Franche-Comté ou la Lorraine.

En 2004, confortant l'hypothèse d'un processus de différenciation à l'œuvre pour les exploitations pérennes spécialisées en bovins lait, la procédure de segmentation aboutit à identifier trois classes de rentabilité : la première se situant autour de 18 %, la seconde autour de 26 % et la troisième autour de 30 %. La Bretagne et l'Alsace occupent la première place en termes de rentabilité du capital. Cette situation est obtenue grâce à une

Tableau 7

**Discordance des classements régionaux selon le taux de marge et la rentabilité du capital**

Pourcentages

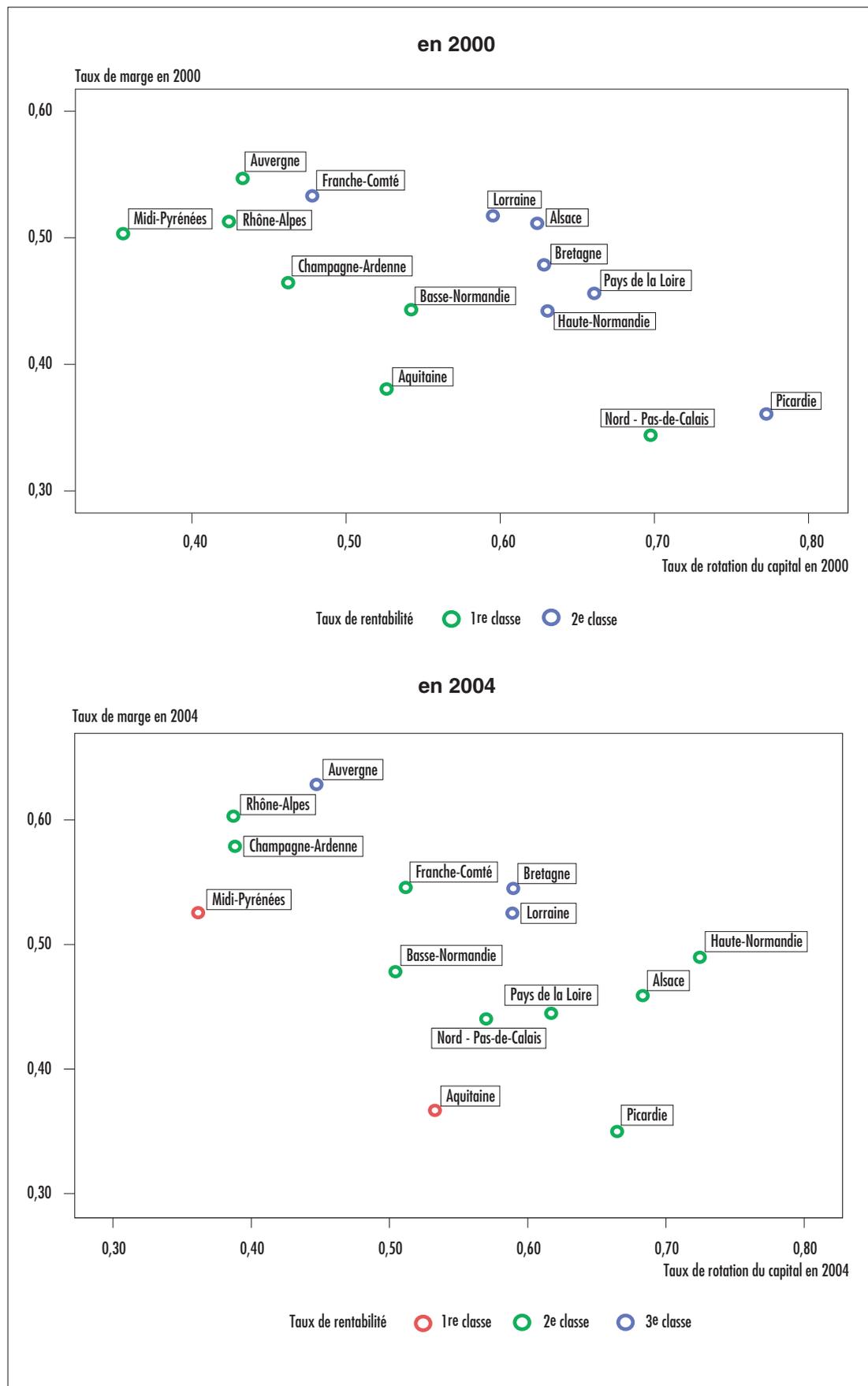
	Taux de marge : EBE/Chiffre d'affaires			Rentabilité du capital : EBE/Actif immobilisé	
	2000	2004		2000	2004
Auvergne	55	62	Lorraine	33	30
Franche-Comté	53	55	Picardie	30	22
Lorraine	52	51	Pays de la Loire	29	27
Alsace	51	43	Bretagne	28	32
Rhône-Alpes	51	59	Alsace	28	32
Midi-Pyrénées	50	51	Haute-Normandie	27	28
Bretagne	48	55	Franche-Comté	26	28
Champagne-Ardenne	46	57	Nord - Pas-de-Calais	23	25
Pays de la Loire	46	45	Auvergne	23	27
Haute-Normandie	44	49	Basse-Normandie	22	25
Basse-Normandie	44	48	Rhône-Alpes	22	24
Aquitaine	38	37	Champagne-Ardenne	21	25
Picardie	36	35	Midi-Pyrénées	18	18
Nord - Pas-de-Calais	34	46	Aquitaine	18	19
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>47</i>	<i>51</i>	<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>25</i>	<i>27</i>

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait, cohorte 2000-2004.

Source : RA - RICA 2000-2004

Graphique 4

**Analyse des classes de rentabilité selon le taux de marge et le taux de rotation du capital**



augmentation du taux de marge et du taux de rentabilité. Il y a une réduction des écarts de rentabilité entre les régions : les régions dont les rentabilités étaient les plus élevées (Lorraine, Picardie, Pays de la Loire) conservent leur position et les régions intermédiaires progressent (Bretagne, Haute-Normandie, Franche-Comté, Auvergne). Seule la région Rhône-Alpes reste à un faible niveau de rentabilité malgré une forte augmentation du taux de marge. Midi-Pyrénées et Aquitaine sont distancées (taux de rentabilité voisin de 18 %) en raison de leurs médiocres performances rela-

tives au taux de rotation du capital pour la première et au taux de marge pour la seconde. La rotation du capital apparaît ainsi comme un facteur critique pour certaines régions.

### Quel avantage en termes de rentabilité retire-t-on des signes de qualité ?

Les taux de marge sont significativement supérieurs pour les productions sous AOC par rapport aux productions sans signes de qualité ou avec des signes professionnels. Par contre, il n'y a pas de différence significative entre les productions sans signes et les productions avec des signes professionnels. Bien que les différences de rentabilités ne soient pas significatives, la hiérarchie entre les signes se retourne en faveur des certificats de conformité et des autres signes de qualité. Cette différence entre la hiérarchie des taux de marge et celle des taux de rentabilité pourrait s'expliquer aussi par des rythmes différents de rotation du capital.

Il est remarquable d'observer qu'en 2000, les signes de qualité permettent de rétablir des rentabilités comparables entre des exploitations ayant des systèmes de production extrêmement différents. En 2004, les exploitations engagées dans des stratégies de différenciation par les signes de qualité grand public (AOC) progressent et obtiennent un niveau de rentabilité identique à celles qui n'ont pas de signes, amorçant ainsi un rattrapage. Cependant les exploitations engagées dans des stratégies de signes professionnels conservent un avantage par rapport aux autres exploitations.

Tableau 8  
**L'avantage reste aux signes de qualité professionnels pour la rentabilité du capital**

Pourcentages

Signes de qualité	Taux de marge EBE/Chiffre d'affaires		Rentabilité du capital EBE/AI	
	2000	2004	2000	2004
<b>Grand public</b> Appellation d'origine contrôlée	50	55	24	27
<b>Professionnel</b> Certification de conformité	45	43	27	32
<b>Professionnel</b> Autres signes de qualité	47	51	26	30
Sans signes de qualité	47	50	25	27
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>47</i>	<i>51</i>	<i>25</i>	<i>27</i>

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait, cohorte 2000-2004.

Source : RA - RICA 2000-2004

Tableau 9  
**Amélioration de la rentabilité du capital aux deux extrêmes de la dimension économique**

Pourcentages

Classes de dimension économique <sup>1</sup>	Taux de marge EBE/CA		Rentabilité du capital EBE/AI	
	2000	2004	2000	2004
CDEX 6 & 7 de 8 à moins de 40 EVL	50	53	23	28
CDEX 8 de 40 à moins de 100 EVL	46	49	26	26
CDEX 9 & 10 100 EVL et plus	46	49	28	30
<i>Cohorte 2000-2004</i>	<i>47</i>	<i>51</i>	<i>25</i>	<i>27</i>

Champ : exploitations professionnelles spécialisées bovins lait, cohorte 2000-2004.

1. la dimension économique est mesurée en équivalent vaches laitières - EVL voir annexe.

Source : RA - RICA 2000-2004

### La progression de la rentabilité du capital apparaît plus favorable aux petites unités

En 2000, la rotation du capital joue un rôle important dans les performances en termes de rentabilité. Si les taux de marge restent supérieurs pour les exploitations de tailles intermédiaires en termes de dimension économique, les rentabilités économiques sont directement liées aux tailles d'exploitations. En revanche, pour 2004, il n'existe plus de relation entre la dimension économique et la rentabilité, même si les plus grandes exploitations ont le plus fort taux de rentabilité. Dans certains cas, la différenciation pourrait donc venir compenser les désavantages liés aux volumes de production.

## Impact des signes de qualité : vers des stratégies de différenciation des producteurs ?

Les écarts observés sur les prix réellement payés aux producteurs et les différences de revenu estimées selon les signes de qualité permettent-ils de conclure quant à l'existence de stratégies de différenciation chez les producteurs de lait ?

Les bénéfices en termes d'écarts de prix sont importants pour les producteurs sous signes de qualité grand public directement perçus par les consommateurs (AOC). Par contre, la différenciation selon les signes de qualité professionnels ne semble pas conduire à des écarts de prix très significatifs.

Le revenu par hectolitre généré par le lait sous signe de qualité s'accroît entre 2000 et 2004. Cependant, les exploitations appartenant à des univers concurrentiels orientés par des stratégies de coûts (lait sans signes de qualité) ont également un revenu par hectolitre en croissance. Deux facteurs peuvent expliquer cette progression du revenu malgré des baisses de prix : la sélection des exploitations les plus compétitives et la baisse des coûts. Dans le même temps, le différentiel positif de revenu par hectolitre entre les plus grandes exploitations et les autres exploitations persiste même si on assiste à un rattrapage des plus petites exploitations. L'analyse de la rentabilité du capital des exploi-

tations laitières vient conforter l'hypothèse suivante : les plus grandes exploitations ont une rentabilité supérieure aux autres exploitations en 2004 malgré un taux de marge plus faible. Cependant les politiques de différenciation des régions ne disposant pas d'avantages compétitifs agronomiques permettent de compenser les désavantages par rapport aux exploitations engagées dans des stratégies de coûts : il y a une équivalence de rentabilité entre les exploitations produisant des laits sans signes de qualité et celles qui produisent des laits destinés à la transformation en produits AOC. Enfin, les stratégies fondées sur la différenciation professionnelle sont celles qui présentent les rentabilités les plus élevées en 2004.

L'augmentation de la diversité des prix du lait payés aux producteurs renforce le caractère entrepreneurial de la production laitière et implique des choix stratégiques compte tenu de la diversité des débouchés et des conditions de production. Ainsi, le producteur de lait est de moins en moins un simple « livreur » sans préoccupation commerciale.

La conduite de l'exploitation laitière implique des choix productifs pour lesquels la nature de la relation commerciale paraît essentielle. Pour approfondir l'étude de ces mécanismes, il conviendrait de mettre sur pied des dispositifs statistiques permettant d'observer les pratiques commerciales liées aux livraisons agricoles des produits de base.

### Annexe

#### Typologie des exploitations agricoles : de la MBS aux OTEX et aux CDEX

*Analyser la diversité des systèmes de production agricole dans le contexte européen implique de disposer d'un référentiel permettant de percevoir les évolutions structurelles des différentes populations d'exploitations agricoles. À cette fin, les statistiques agricoles européennes utilisent depuis 1978 une typologie établie à partir du croisement des deux critères de classification suivants : l'orientation technico-économique des exploitations (OTEX) indiquant le type de spécialisation productive et la classe de dimension économique des exploitations (CDEX) situant l'échelle de ses potentialités productives.*

*Ces deux critères de classification, dans leur définition, s'appuient sur le concept-clé de marge brute standard (MBS), solde entre une valeur normalisée de la production et le montant standardisé d'un certain nombre de coûts qui y sont spécifiquement liés.*

*La MBS unitaire de chaque produit agricole est déterminée pour chacune des régions européennes afin de tenir compte de la diversité des conditions de production. Appliqués aux différentes spéculations végétales et animales de l'exploitation, ces coefficients unitaires sont multipliés par les quantités physiques exprimées en termes de surface ou d'effectif. La somme des valorisations ainsi calculées pour l'ensemble des produits de l'exploitation définit la MBS de l'exploitation.*

*La MBS s'exprime de façon standardisée en unité de dimension européenne (UDE), une unité de dimension européenne étant équivalente à une marge brute de 1 200 euros, soit environ la marge brute dégagée par 1,5 ha de blé ou une vache laitière.*

*Les catégories de l'OTEX forment une classification des exploitations révélant, à partir du profil des contributions à la MBS, la part majoritaire prise par les grands groupes de produits généralement joints ou associés (par exemple « grandes cultures », « maraîchage et horticulture », etc.) dans la MBS de l'exploitation. La catégorie de l'OTEX spécialisée en production laitière est l'OTEX « bovins lait » (OTEX 41 de la nomenclature en 17 postes).*

*Les CDEX constituent un classement des exploitations selon l'échelle de leur marge brute standard (MBS) exprimée en UDE, les exploitations de plus petite dimension économique étant regroupées dans la CDEX 1, et les exploitations de plus grande dimension économique dans la CDEX 10.*

*L'univers des exploitations professionnelles, représenté par l'échantillon du RICA, recense les exploitations agricoles d'une dimension économique minimum supérieure à 8 UDE, soit l'équivalent de 8 vaches laitières (8 équivalent-vache-laitière ou EVL) et employant au moins les trois quarts d'un emploi agricole (0,75 UTA, unité de travail annuel).*

## **Pour en savoir plus sur les signes de qualité**

*Agreste Primeur* n° 182 « AOC, Label rouge et CCP peinent à l'exportation », juillet 2006, 4 p.

*Agreste Primeur* n° 171 « Éleveur biologique recherche consommateur », décembre 2005, 4 p.

*Agreste Primeur* n° 169 « En matière de qualité, l'AOC persiste et signe », septembre 2005, 4 p.

*Agreste Primeur* n° 128 « À chaque produit son signe de qualité », mai 2003, 4 p.